
Camille Peugny

est sociologue et auteur de *L'épreuve du déclassement*,
Grasset, Paris, 2008.

Le défi du déclassement

Depuis les années 1950, l'élévation continue du niveau d'éducation moyen de la population a profondément transformé la société française. Dans le contexte des Trente Glorieuses, cette « explosion scolaire » s'est d'abord accompagnée d'un vaste mouvement de mobilité sociale ascendante pour les générations nées dans les années 1940. Majoritairement issus de milieux ouvriers ou agricoles, les premiers nés du *baby-boom* profitent en effet de la diffusion massive du salariat moyen et supérieur pour s'élever au-dessus de la condition de leurs parents.

Cette belle mécanique se grippe très sérieusement à partir des années 1970 : si le niveau d'éducation continue à s'élever, l'économie mondiale entre dans une longue série de turbulences qui pèsent lourdement sur les conditions dans lesquelles les générations suivantes tentent de faire leur entrée sur le marché du travail. Plus d'éducation, mais moins de mobilité sociale, telles sont les deux dynamiques apparemment contradictoires auxquelles font face les jeunes générations pour

lesquelles l'ascenseur social fonctionne de plus en plus souvent vers le bas.

Mutations du capitalisme et déclassement

La dégradation des perspectives de mobilité sociale frappe toutes les origines sociales. Les enfants de cadres sont de plus en plus fréquemment confrontés à des situations de déclassement sévère. En 2003, un fils de cadre sur quatre (et une fille sur trois) occupe à 40 ans un emploi d'ouvrier ou d'employé. Au début des années 1980 et au même âge, seuls 10 % des fils de cadres

Les enfants de cadres sont de plus en plus fréquemment confrontés à des situations de déclassement sévère. En 2003, un fils de cadre sur quatre (et une fille sur trois) occupe à 40 ans un emploi d'ouvrier ou d'employé. Au début des années 1980 et au même âge, seuls 10 % des fils de cadres étaient concernés par de telles trajectoires.

étaient concernés par de telles trajectoires. En un quart de siècle, la France est passée d'une situation où le déclassement faisait figure d'exception statistique à une situation où il constitue une régularité sociale. Une telle évolution ne serait après tout guère inquiétante si elle s'accompagnait d'un progrès sensible du destin des enfants des classes populaires. Dans le cadre d'une société fluide, le déclassement d'une partie des enfants de cadres serait le prix à payer pour que les enfants d'ouvriers puissent à leur tour accéder aux emplois d'encadrement. Or, il n'en est rien : les enfants des classes populaires sont aujourd'hui moins nombreux qu'il y a trente ans à accéder à des emplois de cadre ou de profession intermédiaire (la proportion passe de 25 % pour les générations nées dans les années 1940 à moins de 20 % pour celles nées dans les années 1960). Pour le dire autrement, le malheur des uns n'a pas fait le bonheur des autres, et la montée du déclassement constitue bel et bien l'un des signes les plus sombres des mutations profondes qui ont affecté le capitalisme au cours des dernières décennies.

Des salariés acteurs d'un compromis social qui a permis dans les années 1960 une amélioration de leur sort deviennent une variable d'ajustement dans le cadre d'une compétition mondiale acharnée destinée à réduire les coûts de production.

La société « post-industrielle » se construit ainsi sur les décombres du fordisme, entraînant un bouleversement des conditions de travail et d'existence des salariés.

Comment expliquer en effet une telle dégradation des perspectives de mobilité sociale ? Chacun comprend que la fin de la période de forte croissance des Trente glorieuses et la plongée progressive dans la crise à partir du milieu des années 1970 modifient en profondeur l'horizon des possibles pour les générations qui arrivent alors sur le marché du travail. Tandis que les premiers nés du *baby-boom* bénéficient de l'augmentation rapide

et régulière de la part des cadres et professions intermédiaires dans la population active dans un contexte de plein-emploi, la génération née dans les années 1960 doit s'insérer sur un marché du travail gangrené par le chômage de masse au sein d'une structure sociale qui s'élève beaucoup moins rapidement vers le haut : la part des cadres dans la population active continue certes à augmenter, mais moins rapidement et surtout de manière beaucoup plus irrégulière. Cependant, au-delà de ces éléments factuels, se contenter d'évoquer la crise comme facteur explicatif ne permet pas de prendre la mesure du phénomène. La crise est entrée dans la vie quotidienne des Français dans les années 1970 et y figure toujours en bonne place quarante ans après. Or, une crise ne dure pas quarante ans : les sociétés occidentales, en réalité, sont durement affectées par une mutation profonde du capitalisme, qui au cours des dernières décennies, a changé de nature. Le capitalisme industriel traditionnel a laissé la place à un capitalisme financier dont les implications sont lourdes pour les salariés. L'économiste Daniel Cohen a décrit de manière magistrale la nature des transformations à l'œuvre dont la moindre n'est pas le basculement de la prise de risque des épaules des actionnaires (qui diversifient leur mise) vers celles des salariés. D'acteurs d'un compromis social qui a permis dans les années 1960 une amélioration de leur sort, ces derniers deviennent une variable d'ajustement dans le cadre d'une compétition mondiale acharnée destinée à réduire les coûts de production¹. La société « post-industrielle » se construit ainsi sur les décombres du fordisme, entraînant un bouleversement des conditions de travail et d'existence des salariés : adaptabilité et rentabilité deviennent les maîtres-mots de l'expérience au travail, entraînant une précarisation du contrat de travail et une polarisation du salariat, déjà ancienne aux États-Unis, entre des emplois qualifiés pour lesquels le salaire augmente et des emplois non qualifiés dont la rémunération diminue. Dès lors, les inégalités se creusent à nouveau, en même temps que se consolident les frontières entre les groupes sociaux : si

l'ouvrier des Trente glorieuses pouvait espérer avoir rejoint le niveau de vie d'un cadre à la fin de sa carrière, il faudrait plus de cent cinquante ans, soit l'équivalent de quatre carrières, à l'ouvrier des années 2000 pour accomplir le même chemin².

C'est en confrontant ces deux mondes, celui de la société fordiste et celui du capitalisme financier, que l'on comprend la nature et l'intensité des inégalités entre les générations. Certes, les générations nées dans les années 1940 auront également connu cette nouvelle organisation du processus de production qui occasionne son lot de fins de carrières douloureuses, mais au final, elles auront eu la chance de profiter des derniers feux du monde précédent pour s'insérer sur le marché du travail et commencer à construire une carrière. À l'inverse, les générations nées dans les années 1960 font face d'emblée aux implications du nouvel ordre économique mondial.

La méritocratie en question

La montée du déclassement vient souligner les limites des discours célébrant avec trop d'enthousiasme la validité du principe du mérite. Le niveau d'éducation moyen s'élevant au fil du temps, les jeunes générations font face à ce paradoxe : plus éduquées que les précédentes³, elles font face à une dégradation sensible de leurs perspectives de mobilité sociale. En réalité, le paradoxe n'est qu'apparent. Si la structure des diplômes continue à s'élever rapidement, ce

n'est pas le cas de la structure sociale : dès lors, plus d'éducation mais moins de mobilité sociale sont deux évolutions qui peuvent se produire de manière concomitante. Le constat est douloureux dans une société dont la cohésion s'est construite autour du mythe du mérite républicain. Au fil des décennies, le lien entre l'origine sociale des individus et le niveau d'éducation atteint s'est distendu grâce aux politiques de massification scolaire, mais dans le même temps, le lien entre le diplôme et la position sociale atteinte s'est également distendu pour les générations récentes. Ce résultat, qui n'est pas propre à la France⁴, montre que les sociétés occidentales ne sont pas plus méritocratiques qu'il y a un demi-siècle, puisque la diminution de l'inégalité des chances scolaires ne s'est pas traduite par une diminution équivalente de l'inégalité des chances sociales.

L'école a-t-elle trahi ses promesses ? La colère et la rancœur des enfants des classes populaires à l'égard de l'école sont des résultats connus lorsque sont questionnées les « désillusions de la méritocratie » ou les « promesses déçues de l'ascenseur social »⁵. À écouter les déclassés, le sentiment est tout aussi amer. Nés et socialisés dans des milieux favorisés, ayant joué le jeu des études et croyant poursuivre ainsi les voies classiques de la réussite, les déclassés tiennent un discours d'une rare violence à l'encontre de l'école. Quelles leçons en tirer ? Au motif que le décalage entre la formation et l'emploi génère de la frustration, faut-il stopper le mouvement d'expansion scolaire ? La proposition n'a que l'apparence de la sagesse⁶. Certes, fixer des objectifs chiffrés (80 % d'une classe d'âge au baccalauréat et désormais 50 % d'une classe d'âge au niveau licence) n'a guère de sens. Pour autant, refermer les portes de l'enseignement supérieur serait une erreur dont on connaît par avance les victimes : les enfants des classes populaires. Sans doute faut-il, comme le préconise par exemple Marie Duru-Bellat, « repenser l'entrée dans la vie active⁷ » en atténuant notamment le rôle de sélection de l'école. De ce point de vue, pourquoi ne pas considérer que les premières

Si la structure des diplômes continue à s'élever rapidement, ce n'est pas le cas de la structure sociale : dès lors, plus d'éducation mais moins de mobilité sociale sont deux évolutions qui peuvent se produire de manière concomitante. Le constat est douloureux dans une société dont la cohésion s'est construite autour du mythe du mérite républicain.

années d'école, jusqu'au baccalauréat, doivent avoir réellement comme objectif de dispenser un socle commun de connaissances et de former les futurs citoyens, plutôt que de sélectionner et de classer très tôt, beaucoup trop tôt, les élèves en fonction de leur réussite scolaire, intimement liée à leur origine sociale ? Il reviendrait ensuite à l'enseignement supérieur de préparer l'entrée dans la vie active. L'université, depuis plusieurs années, s'est engagée dans cette voie. Mais il faut alors que les grandes écoles, exception française s'il en est, suivent le même chemin. Comment accepter qu'un étudiant de ces grandes écoles coûte à l'État deux fois plus cher qu'un étudiant à l'université, alors même que les grandes écoles, après un timide mouvement d'ouverture, se referment à nouveau, accueillant presque exclusivement les enfants des familles aisées ? Comment accepter que l'université s'adapte seule aux mutations en cours, tandis que les grandes écoles reproduiraient une élite qui trouverait naturellement sa place au sommet de la hiérarchie sociale ?

Pourquoi ne pas considérer que les premières années d'école, jusqu'au baccalauréat, doivent avoir réellement comme objectif de dispenser un socle commun de connaissances et de former les futurs citoyens, plutôt que de sélectionner et de classer très tôt, beaucoup trop tôt, les élèves en fonction de leur réussite scolaire, intimement liée à leur origine sociale ?

Que répondre aux déclassés ?

Le déclassement a évidemment des conséquences politiques. Glisser le long de l'échelle sociale alors même que l'on a fréquenté l'enseignement supérieur influence nécessairement la manière dont on se représente le fonctionnement de la société et par conséquent la nature des attitudes et des opinions politiques que l'on se forge. Ouvriers et employés, les déclassés se montrent logiquement très hostiles au libéralisme économi-

Quelles réponses apporter à l'angoisse et à la frustration des déclassés ? Que dire, dans un monde dominé par l'idéologie du mérite (« quand on veut, on peut ! »), à des générations qui ont voulu, mais qui au final, ne peuvent pas ? La réponse passe inévitablement par la mise en place d'une politique courageuse de redistribution des richesses.

que jugé responsable de leur précarité. Toutefois, ayant un travail, ils se montrent d'une grande virulence à l'encontre de ceux qui en sont privés, accusés de n'être que des « assistés », profiteurs de l'aide sociale. Cette recomposition des attitudes politiques, qui mêle dans le même discours profonde hostilité au libéralisme économique et aux exclus, est un défi de taille pour la gauche. Quelles réponses apporter à l'angoisse et à la frustration des déclassés ? Que dire, dans un monde dominé par l'idéologie du mérite (« quand on veut, on peut ! »), à des générations qui ont voulu, mais qui au final, ne peuvent pas ? La réponse passe inévitablement par la mise en place d'une politique courageuse de redistribution des richesses. Seule une véritable réforme fiscale, qui réintroduirait une réelle progressivité de l'impôt, loin de la multiplication des niches fiscales et des dispositifs d'exonération pour les contribuables les plus fortunés, est à même d'offrir une réponse à une classe moyenne qui a trop souvent le sentiment de porter seule le poids de la redistribution. Une telle réforme est d'autant plus urgente que la redistribution que n'assure plus l'État incombe aux familles. Trentenaires, quadragénaires, les déclassés vivent dans une situation de dépendance prolongée à l'égard de leurs parents, ce qui n'est guère tenable. D'abord parce que cela crée une dissonance avec les valeurs d'autonomie célébrées quotidiennement par nos sociétés contemporaines, emprisonnant les déclassés dans un dilemme douloureux. Ensuite, parce que cela nourrit des inégalités intolérables entre les familles qui disposent d'un

patrimoine et les autres. Enfin, parce que cette situation est forcément provisoire : lorsque la génération des enfants aura consommé le patri-

moine des parents pour vivre, que restera-t-il à la génération des petits-enfants ? La famille ne pourra pas indéfiniment se substituer à l'État.

1 : Daniel Cohen montre notamment comment, dans le cadre d'une « économie-monde », la phase de production est devenue accessoire, coïncée entre la phase de conception et la phase de distribution à l'échelle de la planète.

Voir Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Seuil, Paris, 2006.

2 : Voir Louis Chauvel, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, 2001.

3 : Entre la génération 1944-1948 et la génération 1964-1968, la part des bacheliers augmente de plus de treize points, passant de 25 % à 38 %, tandis que celles des titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à bac+2 progresse de plus de dix points, allant jusqu'à concerner plus de 23 % des cohortes nées au milieu des années 1960.

4 : Voir Richard Breen (dir.), *Social Mobility in Europe*, Oxford University Press, Oxford, 2004.

5 : Voir Stéphane Beaud, *80 % au bac et après ?*, La Découverte, Paris, 2002.

6 : Ce genre de raisonnement s'entend au-delà du champ scolaire. Par exemple, il n'y aurait pas de problème de pouvoir d'achat, mais un problème de « désir d'achat ». La pauvreté ne serait que relative : quelqu'un qui ne désire rien ne se sent privé de rien. De manière générale, il est amusant de constater que cette prétendue hypertrophie des aspirations est la source même de l'esprit socialiste selon Tocqueville pour qui le socialisme prospérerait auprès des individus qui ne cessent de réclamer un avenir meilleur. Toujours selon Tocqueville, il est beaucoup plus simple d'avoir un valet non socialiste... Pour une présentation détaillée de sa pensée sur l'origine de l'esprit socialiste, voir Patrick Savidan, *Repenser l'égalité des chances*, Grasset, Paris, 2007.

7 : Marie Duru-Bellat, *L'inflation scolaire*, Seuil, Paris, 2006.